

# RETRAITÉS, CONTINUITÉ DE LA VIE SYNDICALE

## ÉCOLOGIE : UN DÉBAT QUI EN APPELLE D'AUTRES

*La CE de l'UFR a accueilli Gérard Le Puill, journaliste à Vie Nouvelle, venu nous entretenir des positions de la CGT-peu médiatisées et souvent méconnues de ses propres adhérents- en matière d'écologie. Cette intervention intervient au moment où se prépare la Conférence sur le Climat*

20

Le Lien - N° 184 - sept. 2015

Elle fait suite à la publication du 5<sup>e</sup> rapport du GIEC (groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat novembre 2014) qui a mis en évidence la responsabilité de la combustion des éléments fossiles dans les émissions de gaz à effet de serre, elles-mêmes génératrices d'une élévation inquiétante de la température terrestre. Déjà le Grenelle de l'environnement avait pointé ces désordres.

La Conférence de Kyoto (1997) était un catalogue de bonnes intentions : elle fixait l'objectif de réduction des gaz à effet de serre à 8% à l'horizon 2010 pour l'Europe. La France était bien placée mais depuis...la délocalisation des activités, l'augmentation des déplacements Habitat Emploi ont freiné la réalisation de progrès plus significatifs.

À Paris, comme dans les grandes métropoles, la délocalisation des entreprises a généré moins de pollution mais l'augmentation des transports individuels en a freiné les effets (à ce sujet, la taxe carbone n'aura pour effet que de pénaliser les plus pauvres).

Comme la logique spéculative n'est pas remise en cause, on a importé des matières premières sans créer plus de richesses ni plus d'emplois. Des gaspillages accompagnent les déménagements d'entreprises, les sites sont abandonnés, les équipements détruits avant d'être rentabilisés. L'exemple de Kléber-Colombes illustre ces gâchis.

La mondialisation a accentué ce processus, le développement ne profite pas aux pays émergents, c'est vrai

notamment pour l'Afrique dont on pille les ressources et qui n'utilise que le bois et le charbon pour ses activités y compris pour cuisiner.

La Commission Européenne, pour diminuer ses émissions de GES, a mis en place des quotas de pollution échangeables pour les entreprises. En délocalisant les productions industrielles dans les pays à bas salaires, exemptés de contraintes environnementales, les patrons européens produisent à bas coût et vendent leurs droits à polluer.



L'appât du gain des capitalistes et l'absence de réflexion prospective des décideurs politiques ne permet pas de sortir de l'escalade dangereuse pour la planète et la survie de l'humanité.

Sur ces graves questions il est important que la CGT et ses militants soient informés, et puissent donner un éclairage CGT.

Pour protéger la planète, des solutions existent : solutions individuelles visant à rationaliser la consommation, mise en pratique des travaux de l'INRA, économie circulaire. Comme pour tous les enjeux du futur, il est indispensable que s'exercent des pressions de masse en di-

rection des décideurs politiques qui s'avèrent incompetents. C'est bien l'affaire de la CGT.

LE DEBAT a porté sur diverses questions. Le scepticisme de certains : y a-t-il vraiment élévation de la température, ne s'agirait-il pas d'un cycle comme la planète en a déjà connu ? Faut-il maîtriser les ressources ou ne s'agit-t-il que d'un slogan destiné à culpabiliser les gens pour qu'ils acceptent les privations ?

Par soucis d'«écologisme», ne va-t-on pas trop loin ? Que penser de la privatisation des barrages ? Pourquoi le projet de canal Rhin Rhône a-t-il été abandonné ? Que fait-on des polluants de l'industrie ? Pour ou contre les éoliennes et hydroliennes : pollution visuelle et sonore...

L'aménagement du territoire rejoint les préoccupations écologiques : transports, habitat...

Les déchets nucléaires présentent-ils un vrai risque ? Plusieurs camarades reviennent sur l'aliénation qu'exerce le système capitaliste sur les mentalités en matière de consommation, sur le fait que l'écologie est affaire d'éducation et souvent de bon sens.

Interventions auxquelles Gérard Le Puill a répondu et qui ont démontré le bien fondé de l'initiative.

**En matière de conclusion, il rappelle que les jeunes sont très sensibles à ces questions et que la CGT toute entière, actifs et retraités doit s'en saisir !**

## LES MÉFAITS DU TOUT MARCHÉ POUR L'ENVIRONNEMENT

*En France, les exemples sont nombreux des industries dont l'impact négatif sur l'écologie se fait ressentir au quotidien.*

### LA GESTION DE L'EAU

Elle est irresponsable. Cela va de l'arasement des talus, en Bretagne ou en Normandie, qui favorise le ruissellement des eaux au lieu de nourrir les nappes phréatiques qui s'épuisent, aux pollutions des dites nappes par l'agriculture ou l'industrie

### ALIMENTATION et AGRICULTURE

Pour la nourriture : les grandes surfaces, qui s'engouffrent dans la concurrence libre et non faussée offrent des produits bas de gamme donc bon marché. Ils sont conditionnés dans des emballages coûteux et polluants ; elles signent des accords tragiques pour les pays en développement. Ainsi, le Maroc épuise ses nappes phréatiques pour nous livrer des fraises et des melons alors que les producteurs locaux sont à la peine.

L'explosion de la consommation de produits carnés conduit à des aberrations : élevage en batterie d'animaux nourris aux granulés, etc.

### LOGEMENT ET TRANSPORTS

Le logement urbain étalé, est très énergivore mais reste à la mode, encouragé par la publicité consumériste. Plutôt que de consacrer des moyens à l'isolement des bâtiments, des milliards sont accordés aux propriétaires qui louent leurs logements.

Rien n'est conçu pour loger les salariés près de leurs entreprises. Exemple : le site de La Défense comporte 240 000 emplois pour 20 000 logements.

Le développement des transports routiers au détriment du rail, (et cela devrait empirer avec la loi Macron) tant pour les marchandises que pour les voyageurs, contribue à l'émission de gaz à effet de serre et incommode les populations.

### ENERGIE

Le « modèle Allemand » n'en est pas un, l'exploitation du charbon et du lignite, émet des rejets très polluants, la culture du maïs destiné à la méthanisation stérilise des terres agricoles, consomme du pétrole sans assurer un bon rendement.

Les éoliennes ne produisent que quand il vente, elles ont besoin d'un relais quand il n'y a pas de vent.

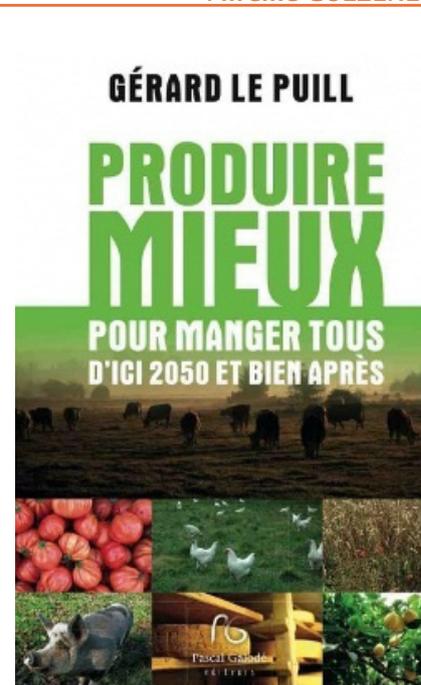
L'extraction du gaz de schiste qui exige la fracturation hydraulique du sous-sol provoque des dommages environnementaux irréversibles.

La question du nucléaire préoccupe tous les citoyens, les accidents de Tchernobyl et Fukushima démontrent que la sécurité dans ce domaine est primordiale. En France où 70% de l'électricité provient des centrales nucléaires, il est difficile de s'en passer. Avec l'Autorité de Sûreté Nucléaire qui contrôle et rend compte, on a une organisation indépendante plus rigoureuse que dans les autres pays nucléarisés. Il est cependant indispensable que les salariés exigent une formation de haut niveau et le non recours à la sous-traitance.

Même si l'on veut à terme abandonner cette filière, c'est aujourd'hui irréaliste. L'abandon de Super Phénix (suite à des manœuvres politiciennes) a été nuisible à la filière des surrégénérateurs prometteurs en matière d'économie d'uranium.

Mireille GUEZENEC

Gérard Le Puill : ancien agriculteur puis salarié chez Kléber Colombes, il est devenu journaliste, chargé à l'Humanité des dossiers agricoles. Depuis 2003, il collabore à Vie Nouvelle et souhaite que son travail soit utile au mouvement ouvrier, qu'il aide à la réflexion et apporte un peu de clarté sur ce sujet d'actualité. Outre « l'écologie peut encore sauver l'économie » paru chez Pascal Galodéen 2015, G. Le Puill est l'auteur de « Produire mieux pour manger tous d'ici 2050 » chez le même éditeur en 2013, « Bientôt nous aurons faim », en 2011, « Planète alimentaire, l'agriculture française face au chaos mondial », en 2008 et sur une histoire qui nous tient à cœur « Les Vendanges de la colère » Midi viticole 1907-2007, Au Diable Vauvert 2007.



# RETRAITÉS, CONTINUITÉ DE LA VIE SYNDICALE

## LOISIRS ET SOLIDARITÉ DES RETRAITÉS, QUELS ENJEUX ?

*Savoir lire est une chose, avoir le bonheur de rencontrer des livres sur son chemin c'est essentiel.*

22

Le Lien - N° 184 - sept. 2015

Écrivant cela, Pierre Bourdieu entend bien qu'il y a des conditions à créer pour accompagner le désir de culture qui peut naître et durer... ou pas.

Un quart de notre population vit dans le temps libéré de la retraite. Ce temps du loisir est certes celui de liberté pour les retraités, mais l'isolement peut guetter comme un repli, d'autant que les moyens manquent, le montant des retraites baissent.

Le rabaissement organisé depuis la loi Juppé est de plus de 20 % en vingt ans, auquel vient s'ajouter le gel des pensions et retraites sur 30 mois. La moitié des femmes ont actuellement moins de 1 000 € par mois.

De nombreux retraités organisent leur vie dans le cadre structurant des activités de toutes natures, individuelles et collectives, complétant le temps vécu dans la sphère privée, dont le temps familial. Mais le marché, avide d'attirer leur pouvoir d'achat dans l'escarcelle des dividendes, ne manque pas d'étendre son emprise par son offre d'activités consuméristes dans tous les domaines.

Hors ce mercantilisme, des organisations de retraité-e-s travaillent à un autre rapport social fondé sur la solidarité. Outre le champ engagé du syndicalisme, un large éventail associatif est organisateur d'activités qui peuvent, dans un cadre collectif, être sources d'épanouissement, d'affirmation de soi, de choix de société, voir d'être un champ possible d'engagement citoyen.

La participation de la population des retraités à la vie associative est de plus de 40 %, selon l'étude publiée

par le Credoc. Il relevait que, parmi leurs motivations, ils cherchent ainsi :

- à échapper à la solitude, à garder du lien social ;
- à se sentir encore utiles et exercer des responsabilités ;
- à trouver la possibilité d'y avoir du plaisir, de s'y épanouir ;
- à être toujours un acteur social, solidaire des autres générations...



Les retraité-e-s sont dans la posture de transmission, s'appuyant sur leur identité sociale, professionnelle, culturelle... nourrie d'une histoire singulière.

Potentiellement, nous avons tous une nécessité de nous engager, de faire société et aussi de partager des valeurs civiques. La logique de solidarité, de réciprocité nous construit.

L'engagement crée une communauté d'intérêts, dans une communauté de valeurs. Les associations ne sont-elles pas le fondement historique de

« l'exception culturelle française » ? elles constituent le quatrième pilier de notre démocratie avec le Parlement, les partis politiques et les syndicats. Évidemment, toutes ces associations ne se situent pas au même niveau idéologique quant à leurs finalités.

Actrice déterminante, avec d'autres, des conquêtes sociales des années 60 et 70, partie prenante des avancées sociétales de cette période, la CGT soutint les premières expériences locales de LSR émanant de syndicats de retraités.

Fédérer autour d'un projet était nécessaire : l'UCR-CGT décida la création, en 1985, de la Fédération des Associations « Loisirs et Solidarité des Retraités », ouvrant ainsi, au-delà du seul champ syndical, un espace porteur d'alternatives libératrices face au marché, et face à toutes les formes d'instrumentalisation des potentialités de cette population en développement.

Le monde salarié, retraités compris, fut largement écarté du champ culturel institué, inapte à reconnaître le caractère populaire d'une large part de sa vitalité.

La Culture, confisquée hier par la bourgeoisie, l'est aussi aujourd'hui par certains milieux élitistes, complices d'une politique comptable de marchandisation. Cette visée mercantile est accentuée par les nouveaux désengagements de l'État associés à la loi territoriale de 2014.

Les seigneurs d'aujourd'hui étouffent au passage une grande partie de la création, classée non rentable.

# RETRAITÉS, CONTINUITÉ DE LA VIE SYNDICALE

## LA VIE DES LSR

**Créer partout des associations « Loisirs et Solidarité des Retraités » pour développer un lien social qui féconde la vie des retraité-e-s.**

Les associations LSR sont nourries des valeurs tissées dans les luttes ouvrières pour la conquête de droits sociaux et culturels, fondement du syndicalisme. Libérées de toute emprise, elles peuvent s'appuyer sur les savoirs tirés de l'expérience acquise dans les pratiques solidaires.

Ces croisements de valeurs et de pratiques, irriguant le caractère émancipateur du mouvement LSR, rencontrent celles forgées dans le mouvement historique de l'Éducation Populaire, né aux côtés des organisations ouvrières, dès le dix-neuvième siècle, pour s'affirmer plus institutionnellement et se développer dans la société française d'après-guerre.

LSR a adopté une Charte Culturelle en 2007 : elle est un outil de réflexion et d'action à réactualiser de façon constante, en prise avec les évolutions de la société.

Les activités, le mot étant à prendre ici en son sens générique, des plus modestes aux plus ambitieuses, sont porteuses des enjeux les plus déterminants, en terme de lien social riche d'émancipation. Elles peuvent libérer, être source de créativité, si leur contenu, la démarche de leur mise en œuvre, sont réfléchis et conçus en moments actifs de pratique sociale.

C'est un processus de création jamais achevé, à réinterroger toujours dans ses orientations et ses résultats, afin que les hommes et les femmes qui se rencontrent dans ces moments concrets d'activité puissent y investir une potentialité révélée par un profond désir d'épanouissement.

La dixième Assemblée Générale de la Fédération LSR, à Balaruc, a débattu en profondeur. Les 150 associations qui irriguent le pays rassemblent 18 300 adhérents.

C'est un beau parcours durant ces trente années, c'est aussi le point d'appui pour élargir résolument ce rayonnement vers une plus large population parmi les quinze millions de retraité-e-s, n'oubliant pas que 110 000 sont syndiqué-e-s à la CGT.

Jean-Marie LÉGER



**La lecture, le livre, le cinéma, création d'une nouvelle activité à LSR Jura.**

*L'ère nouvelle qui s'ouvre pour le livre et la lecture peut être une formidable chance pour remettre l'échange des savoirs, des cultures et les valeurs d'une éducation populaire au service de tous les citoyens au cœur des politiques publiques en favorisant la lecture publique...(Audition Assemblée Nationale du 6 mai 2015).*

*L'activité « Livre et lecture » ira vers tous ceux et celles qui aiment lire, parler d'un livre, de l'auteur, partager des réflexions, fertiliser des savoirs, des émotions nées des lectures. Elle s'adresse aussi à des personnes qui ne lisent pas ou peu, mais aimeraient peut-être venir voir, seraient sensibles au partage que permet la lecture. La parole sera à celles et ceux qui veulent parler d'un livre lu, le présenter brièvement, parler de l'auteur-e, témoigner de ce qu'ils y ont trouvé, engager un échange, un partage et un débat. Nous pourrons aussi parler de la difficulté de lire que nous rencontrons tous plus ou moins. Périodiquement des rencontres-débats avec des auteurs, éditeurs, libraires, bibliothécaires, imprimeurs... seront organisées en y associant d'autres partenaires locaux s'ils le souhaitent.*

*Le livre et le film présentent des intérêts artistiques et culturels convergents. Un même type d'objectif et d'organisation pourra être créé autour du cinéma d'Art et Essai. Une activité à concevoir pour l'intérêt des échanges, le partage sensible, l'enrichissement commun de la réflexion et de la culture des spectateurs.*

*Une journée de rencontres, films, exposés, débats, visite guidée de la Médiathèque et du Cinéma d'Art et Essai est en préparation.*